

RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Dospital militante associative
- Robert Duguet, militant du Mouvement des Citoyens
- Bernard Fischer, militant associatif
- Michel Galin, militant socialiste progressiste
- Sylvie Mayer, militante du Parti Communiste
- Roland Mérieux militant de la CAP
- Félix Millera
- Xavier Rousselin, militant de la ligue communiste (LCR)
- Jean Sanchez, militant AREV
- Pascal Troadec, militant PS

Directeur de publication:

Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 64.91.32.75

N° 71 mai 1996

4^e année de parution

RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

UN CHOIX DE SOCIETE

par Michel Galin

Statuts de France Télécom, privatisation larvée d'Air Inter avec suppression des liaisons non rentables, ordonnances sur la sécu et réforme hospitalière, commission Fauroux dans l'enseignement : ce sont l'ensemble des services publics qui sont sur la sellette. Au nom des critères de convergence pour la monnaie unique, la réduction drastique des déficits publics impose de diminuer fortement le rôle de l'état et de faire entrer dans la sphère marchande les transports, l'énergie, les communications mais aussi la santé et l'éducation. Sous l'habillement anodin de la "seule politique économique possible", c'est bien d'un choix de société dont il s'agit.

Que ce soit le livre blanc sur l'Education de la commission Européenne, ou les différentes directives, on retrouve la même logique du service "universel". Celui-ci n'est qu'un service minimum, le complément relevant de services privés et donc payants. C'était l'esprit du plan Juppé sur la sécu, cela se retrouve dans les travaux de la commission Fauroux sur l'Education, et s'applique déjà, d'une certaine façon, à la Poste.

Il est de plus en plus difficile aux élus Communistes et Partenaire de la Région de pouvoir rendre compte de leurs interventions au travers des médias départementaux, même lorsque ces interventions portent sur des sujets intéressants toute une partie du département. Il en a été ainsi pour nos interventions sur le projet SOLEIL en début d'année, il en est ainsi aujourd'hui pour mon intervention à la Région en séance publique sur l'aide à apporter aux jeunes agriculteurs de l'Ile de France.

Ceci m'a déterminé à utiliser outre la "Lettre du Conseiller Régional" que j'envoie aux élus de la circonscription intéressée (en l'occurrence la deuxième circonscription) la réalisation d'une lettre affiche à coller sur les panneaux municipaux et notre bulletin "Rassembler à Gauche".

Intervention d'Amaury Couderc en séance plénière en faveur de l'agriculture et pour la prise en compte de l'aide aux jeunes agriculteurs.

Monsieur le Président, mes chers collègues,

Plus personne n'en doute aujourd'hui, l'agriculture est l'une des principales richesses de l'Ile-de-France.

L'effort de la région en matière d'agriculture n'a, depuis 1987, date du désengagement de la région en la matière, jamais été à la hauteur des besoins réels. Cette année encore, dans son rapport du 18 janvier 96 le Conseil économique et social de la région Ile-de-France note que la dotation de 1996 correspondra encore à un recul par rapport aux années antérieures et souhaite que cette année 1996 ne serve pas de référence pour les dotations des années suivantes. .../...

Si l'on ajoute le débat parlementaire d'orientation budgétaire et les résultats de l'accord dans la métallurgie (signé par le CNPF, la CGC et FO) qui échange très peu de réductions du temps de travail contre beaucoup d'annualisation, on assiste bien à une opération de grande envergure pour liquider tout ce qui, dans notre société, assure encore un minimum d'égalité et de garanties.

A cet égard, la trame générale de ce qui se prépare pour l'Education Nationale est éclairante; ce qu'on propose pour la jeunesse, à travers l'Education, est significatif de la vision de la société de demain. Par-delà les jeux politiques entre Chirac, Juppé et le ministre Bayrou et leurs déclarations parfois contradictoires il ne faut pas se laisser abuser, la commission Fauroux a été mise en place pour préparer la réforme soumise à référendum promise par le candidat Chirac. On peut donc supposer que, au moins dans l'esprit, les travaux de la commission répondent aux attentes des commanditaires, d'autant plus que son fond idéologique a un air .../...

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

UN CHOIX DE SOCIÉTÉ

suite

de déjà vu : l'équité à la place de l'égalité et le service universel remplace le service public.

La méthode d'attaque a aussi une grande ressemblance avec ce qui a été fait sur la protection sociale : on s'appuie sur des problèmes réels, on met en exergue certains chiffres soigneusement choisis, pour tout remettre en cause en cachant soigneusement les réussites. Ainsi, les médias s'offusquent que 65000 jeunes sortent sans qualification du système éducatif en oubliant de préciser qu'ils étaient 200000 il y a une dizaine d'années. De même, l'augmentation considérable de bacheliers, (près de 60% d'une classe d'âge en 95) n'est jamais évoquée ou alors pour dévaloriser ce diplôme; il est vrai que pour les plus réactionnaires, il est scandaleux que par rapport à un fils de notaire, une "beurette" d'une cité ait, maintenant aussi des chances d'avoir le bac.

La massification de l'enseignement s'est faite à moyens constants, sa réussite est due en grande partie au sens du service public des enseignants. A lieu d'assurer maintenant la démocratisation réelle et de s'attaquer aux problèmes posés, la volonté des "élites" est de revenir en arrière (mais pas pour leurs enfants, bien sûr).

Au-delà du très médiatique débat sur les rythmes scolaires, c'est la mise en place du "kit de survie", opposant les enseignements de connaissances et ceux de "sensibilités". Aux riches (qui vivent dans des collectivités locales riches) le sport, les arts et aux autres sans doute la rue.

L'apprentissage et la formation par alternance pour les futurs techniciens : moins de culture générale, et aussi moins de culture technique, mais une formation patronale si proche du terrain que les capacités d'adaptation aux mutations technologiques seront quasi nulles, il suffira alors de licencier et d'embaucher un nouvel apprenti.

On passe, bien entendu, sur l'idéal, sans doute ringard, de citoyens cultivés et à l'esprit critique développé. C'est une autre façon de remettre en cause la laïcité.

Et parce que tout est lié, au nom de la lutte contre les rigidités, c'est la remise en cause des diplômes. D'abord parce qu'ils obligent à une égalité de traitement sur le territoire et donc que l'éducation reste nationale, mais aussi parce qu'ils assurent aux futurs salariés un certain nombre de garanties codifiées dans les conventions collectives.

Bien qu'enseignant, heureux d'exercer ce métier, je n'avais jamais abordé cette question dans ces colonnes. Si je le fais aujourd'hui, sans rentrer dans de nombreux détails qui méritent discussion, c'est par conviction que si on laisse passer ce qui est aujourd'hui offert à la jeunesse, son avenir, déjà difficile sera un formidable retour en arrière. En y ajoutant ce qui se profile sur l'annualisation du temps de travail, c'est une vie plus proche de "germinal" que celle de ma génération ou de la précédente qui leur est préparée.

Pour autant, tout est-il joué ? à l'évidence non. De telles modifications ne peuvent entraîner que des résistances, y compris institutionnelles. Le mouvement social .../...

Intervention d'Amaury Couderc

suite

C'est aussi notre souhait.

Pour notre part, nous nous inquiétons du recul des crédits consacrés à la ligne 51 "agriculture et environnement" (-33%) et je pense personnellement que la disparition de la ligne des crédits consacrés à l'hydraulique agricole et à l'amélioration des terres est un mauvais coup porté à l'ensemble de la profession agricole.

Plus globalement la baisse des crédits accordés à l'aménagement et au développement rural (-25%) ainsi que la baisse des crédits accordés aux contrats ruraux (-17%) va aggraver encore les difficultés rencontrées par les maires du secteur rural pour équiper et développer leur commune.

Cela dit, ce rapport d'"Action en faveur des jeunes agriculteurs" est une bonne initiative de la région. Cette aide régionale aux jeunes agriculteurs vient s'ajouter aux aides traditionnelles de l'Etat :

- la Dotation aux jeunes agriculteurs,
 - et aux prêts spéciaux à moyen terme jeunes agriculteurs.
- Cette aide régionale aux jeunes agriculteurs vient également s'ajouter aux autres aides régionales à l'agriculture auxquelles ont accès les jeunes agriculteurs :
- l'aide régionale à l'horticulture et au maraîchage (l'ARHOM),
 - le programme régional pour l'environnement, la valorisation agricole et l'initiative rurale (PREVAR),
 - le dispositif CAP entreprise (CAP Entreprises),
 - et enfin depuis 1990 le Fond régional d'aide au conseil (FRAC).

Dans le cadre de ces différentes aides l'Action en faveur des jeunes agriculteurs est je le répète une excellente initiative. Mais, parce qu'il y a bien sûr un mais ! Malgré des aides spécifiques souvent importantes, et votre rapport le souligne :

- de 1988 à 1993 plus de 2000 exploitations agricoles ont disparu,
- en 1994 12% seulement des exploitants partis en retraite ont eu un successeur...

- cette situation est en train de s'aggraver puisque, face aux 350 départs, seulement 71 agriculteurs se sont installés en 1994 contre 154 en 1990, soit une diminution de moitié en 4 ans.

En effet on ne peut pas poser le problème de l'appui régional à l'installation des jeunes agriculteurs simplement en termes de subventions sans poser le problème du départ à la retraite de l'agriculteur qui va :

- ou céder son exploitation à un jeune agriculteur,
- ou céder ses terres à son voisin qui cultive déjà souvent l'exploitation la plus importante du secteur.

En 1996 l'agriculteur qui part à la retraite avec 37 années et demi, c'est-à-dire une carrière pleine, sa retraite sera de 31.887 F par an, soit moins de 2700 F par mois.

Si l'on ajoute à cela la retraite du conjoint, pour également 37 années et demi d'activités non salariées sur l'exploitation soit 17.000 F par an, moins de 1500 F par mois, la retraite d'un couple d'agriculteurs qui a travaillé toute sa vie sur une exploitation ne dépasse pas 4500 F par mois.

Dans tous les cas de figure, ce dernier est amené à demander, simplement pour survivre, mais aussi en fonction de l'offre et de la demande et sans aucune réglementation, un "pas-de-porte" et dans notre région ce pas-de-porte avoisine quelquefois des sommes allant jusqu'à 33.000 F l'hectare, y compris lorsqu'il s'agit de terres en fermage. .../...

Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom Adresse n° rue
Prénom Ville Code postal

Je verse la somme de: 100 fr autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

UN CHOIX DE SOCIÉTÉ

suite

Novembre/Décembre a aussi mis en évidence les capacités de résistance à l'adaptation à la mondialisation aux seuls profits du capital que les critères de convergence du traité de Maastricht codifient.

Le 23 Mai, les organisations syndicales, dans une unité assez large, manifesteront pour la réduction du temps de travail. Le 1er Juin, les syndicats du second degré de la FSU (SNES, SNEP, SNETAA), seront aussi dans la rue. Le 4 Juin, ce sera le tour des salariés de France Télécom. Puis le 5 grève et manifestation, et pour terminer le 6 ce sera le tour des cheminots.

Faire reculer le gouvernement, ne serait-ce que temporairement dans un seul secteur, serait déjà une victoire et pour cela chaque mobilisation est importante.

Mais on voit bien que de l'éducation à France-Télécom, en passant par la SNCF et les hôpitaux, c'est un projet d'ensemble que nous devons affronter, et cela ne concerne pas seulement l'ensemble des salariés de ces secteurs : chacun est malade, téléphone, prend le train et envoie ses enfants à l'école. C'est bien un nouveau "TOUS ENSEMBLE" que nous devons préparer, et bien un autre modèle de société que nous devons inventer; l'un ne se fera pas sans l'autre. □

EST-IL ENCORE MINUIT DANS LE SIECLE ?

par Robert Duguet

Le samedi 11 mai, le PCF aura été à l'initiative de la tenue à la grande arche de la Défense d'un meeting internationaliste regroupant, soit des organisations communistes en tant que telles, soit des mouvements du type Gauche Unie d'Espagne. Le nombre de participants venus de tous les pays d'Europe occidentale, l'association d'une jeune génération militante aux côtés de leurs aînés, la perspective de mener une lutte concrète contre les mesures prises par l'Europe libérale font de ce rassemblement un vrai succès.

Le journal l'Humanité dans les six pages consacrés à la tenue de cette manifestation énonce pudiquement qu'il faut remonter très loin en arrière pour retrouver trace d'une initiative de ce type : pourquoi ne pas le dire clairement. Oui, il faut remonter au temps de l'Internationale Communiste, soit avant sa dissolution par Staline au printemps 1943, donc avant 1939. Les choses vont toujours mieux en les disant.

Le ton juste a été donné par Julio Angita de Gauche Unie lorsqu'il déclara :

« A l'époque de la mondialisation de l'économie, les organisations politiques, sociales et culturelles de gauche ne peuvent s'enfermer dans les frontières de leurs Etats. »

Et Carlos Carvalhas, au nom du Parti Communiste Portugais, d'avancer la perspective d'un mouvement européen pour la réduction du temps de travail sans diminution de salaire, regroupant tous ceux qui veulent combattre le cadre de l'Europe de Maastricht. C'est un point de vue qui sans doute .../...

Intervention d'Amaury Couderc

suite

Dans ces conditions, il n'est pas réellement étonnant que, comme le souligne votre rapport l'installation des jeunes agriculteurs ait diminué de moitié en 4 ans...

Vous avez tous compris dans cette assemblée que seuls les agriculteurs déjà installés et de préférence ceux qui possèdent déjà des exploitations importantes peuvent payer de telles sommes.

Ce que je voudrais souligner c'est la contradiction qu'il y a à vouloir aider les jeunes à s'installer et dans le même temps mettre en place au travers de la PAC une politique qui programme la disparition de 250.000 exploitations à échéance de l'an 2000, c'est-à-dire dans moins de 4 ans.

Le rapport que vous nous présentez, Monsieur le Président, analyse cette détérioration de la situation comme étant principalement d'ordre financier : autrement dit il suffirait de continuer à donner des aides toujours plus importantes pour tout régler. A cette étape nous ne pouvons plus être d'accord, les raisons sont ailleurs. Elles sont dans les choix politiques faits pour notre agriculture, elles tiennent à la PAC.

Vous le savez bien, ce ne sont pas 10% des terres qui sont touchées par la jachère, mais déjà 12, voire 14 ou 15%.

Certaines grosses exploitations mettent jusqu'à 30% de leurs terres en jachère et utilisent la manne européenne ainsi récupérée à se mécaniser à outrance en supprimant ainsi des emplois d'ouvriers agricoles, et à l'occasion digérer l'exploitation de leur voisin, empêchant ainsi toute installation de jeune agriculteur.

Contrairement aux mensonges qui ont été largement répandus au moment de la mise en place de la PAC, pour faire accepter aux agriculteurs cette idée de "jachère", les greniers de la communauté européenne ne sont vides, l'Europe ne possède pas plus de 15 jours de stocks. Un rapport de la CE note : *les stocks mondiaux sont descendus à des niveaux jamais enregistrés depuis plus de 20 ans, en deçà du seuil de sécurité alimentaire, il en résulte une tension sur les marchés et une hausse importante du cours mondial du blé.*

Mais... tout est pour le mieux, les cours des céréales sont remontés, mais dans le même temps des millions d'enfants, au Mali, au Niger, en Somalie mais aussi en Pologne et en Russie meurent de malnutrition.

Alors oui, dans le cadre de cette politique, donner toujours plus de subventions régionales ou nationales à l'agriculture ne fait que maintenir le malade sous perfusion. Pendant combien de temps et à quel prix ?

C'est une autre politique agricole qu'il faut mettre en oeuvre. Ne conviendrait-il pas mieux aujourd'hui :

- de refuser la "friche" déguisée en "jachère",
- d'imposer la préférence communautaire,
- de promouvoir l'aide agricole aux pays en voie de développement,
- de limiter, voire de stopper les importations d'aliments pour bétail en provenance des USA puisque nos agriculteurs sont largement capables d'y pourvoir ?

La production agricole est un produit qu'il n'est pas possible d'abandonner à la loi du marché parce que c'est un besoin vital de l'humanité tout entière et non d'une partie de l'humanité. Les agriculteurs le savent bien, puisqu'ils sont de plus en plus nombreux à demander une organisation des marchés, cela s'appelle aussi la planification.

La production agricole doit correspondre aux besoins des hommes, il est absurde et intolérable, voire criminel de faire volontairement chuter les productions pour les intégrer dans un marché solvable. Seuls les trusts agro-alimentaires y trouvent leur compte, pas les agriculteurs et encore moins les jeunes agriculteurs.

Pour : PC et Partenaires, RPR, UDF, FN, Verts, Ecologistes d'IDF (en partie)

Abstentions : Ecologistes d'IDF (en partie)

Contre : PS. □

EST-IL ENCORE MINUIT DANS LE SIECLE ?

suite

nous paraîtra à nous, « Rassembler à Gauche », évident. Comment ne pas reconnaître cependant qu'il énonce une vérité en rupture avec l'héritage du stalinisme ? En Europe Occidentale depuis la fin de la guerre, le stalinisme ne s'est-il pas essentiellement défini, comme une volonté acharnée d'enfermer le salariat de chaque pays dans les limites de l'Etat national ? Robert Hue peut jurer ses grands dieux qu'il ne s'agit pas de reconstruire l'Internationale Communiste, que ce temps est définitivement révolu, sa mise au point empressée appelle deux commentaires :

- Contrairement à Libération et à une certaine inquiétude du journal Le Monde, l'Humanité n'a pas repris un aspect de l'intervention de Carlos Carvalhas qui soulignait que le mouvement communiste était lui « pour l'autre Europe, celle des Lumières, de la Révolution Française et de la Révolution d'Octobre ». Il déchaînait alors sur ce point un tonnerre d'applaudissements. C'est une filiation politique fondamentale qui est ici renouée : non, Robert Hue et sur ce point je suis en désaccord profond avec le chapitre du livre « Communisme : la mutation » sur l'analyse du stalinisme, l'Internationale Ouvrière est fille légitime de la Révolution d'Octobre. C'est le stalinisme qui a détruit l'Internationale. Ce bilan-là il faudra bien le tirer un jour !

- Et comment ne pas comprendre que, sur la question de la liquidation de la protection sociale, de l'enseignement public, des services publics (télécommunications et électricité), des acquis sociaux et de la réduction du temps de travail, les salariés ont besoin d'une organisation qui rompe le carcan des Etats nationaux ? Le capital, sur tous ces aspects de la politique sociale, se passe d'ailleurs des services de l'Etat national, héritier d'une autre histoire, et centralise son action contre les acquis de civilisation à l'échelle d'une déréglementation mondiale, dont Maastricht n'est qu'un volet européen. Et ce lien vivant qui manque cruellement aujourd'hui en Europe, ne serait-ce que sur la question de la défense des services publics, c'est au minimum une coordination internationale permanente. Les peuples ont besoin de cet instrument. Monsieur Jourdain faisait de la prose sans le savoir, Robert Hue reconstruit-il un courant international en étant convaincu du contraire ?

En tout cas, pour ma part, je me félicite de cette initiative. Reste à savoir maintenant si l'essai sera transformé, autrement dit si des initiatives concrètes à l'échelle européenne peuvent être prises notamment en direction des mouvements sociaux qui, sur ces questions, vont inéluctablement rebondir. Le stalinisme est-il mort ? Sans doute, cependant il a légué des habitudes ! Le communisme renaîtra-t-il ? Si l'on entend par communisme le mouvement de contestation permanente de l'ordre économique actuel, trouvant en lui-même les forces de redéfinir un projet de reconstruction socialiste à l'échelle internationale, celui-là est une force d'avenir. Osons reprendre le titre célèbre d'un roman de 1936, écrit par l'anarcho-syndicaliste Victor Serge: non ! il n'est plus minuit dans le siècle ! Certes il n'est pas midi, mais déjà les luciers de l'aurore. □

UN JOSPIN... DE TOUTE URGENCE !!!

par Bernard Fischer

La classe politique française célébrait récemment le premier anniversaire de l'élection de Chirac à la présidence de la République. Un sondage le précisait, si l'élection présidentielle avait lieu aujourd'hui, en mai 1996 comme en mai 1995, Chirac serait président de la République. L'élection de Jacques Chirac comme président de la République était le produit de son discours démagogique contre la fracture sociale. Un an plus tard, les conditions de la démagogie sociale populiste de Chirac demeurent.

Cela est particulièrement vrai en matière de politique internationale. Les prises de position en faveur de l'Europe sociale ne lui font pas peur. Plus généralement, il y a, dans la diplomatie chiraquienne, des améliorations par rapport à la diplomatie mitterrandienne. Ce n'était pas difficile. La diplomatie mitterrandienne, c'était la diplomatie du pire (guerre du Golfe, Algérie, Bosnie, Tchétchénie, Palestine). Mitterrand ne comprenait plus rien à la réunification de l'Allemagne, à la chute du mur de Berlin et de l'Union Soviétique.

La diplomatie chiraquienne en Bosnie, c'est le discours du 14 juillet 1995 par lequel, pour la première fois, et pour cause, un président de la République française nomme les agresseurs serbes et les agressés bosniaques.

La diplomatie chiraquienne, c'est aussi le discours de Charm el Cheikh, le voyage de Chirac à Beyrouth, l'invitation du premier ministre libanais à l'Elysée. Chirac ressuscite la politique arabe de la France du général de Gaulle.

Bien sûr, ce sont des mots, mais les mots sont importants dans une situation dans laquelle la politique internationale du premier secrétaire du PS Lionel Jospin est totalement confirmée par rapport à la politique internationale atlantiste du président de la République François Mitterrand.

Pendant ce temps, la gauche française passait complètement à côté de la mobilisation internationale contre les essais nucléaires français et elle prépare la mobilisation contre le sommet du G7 au mois de juin 1996 à Lyon dans les mêmes conditions.

Le néant international de la gauche française est aussi la principale cause des campagnes médiatiques en faveur du Front National et de ses prises de positions en faveur de la levée de l'embargo contre l'Irak.

Au plan politique, L. Jospin prépare l'alternance aux élections législatives de 1998 et l'alliance rouge, rose et verte alternative, dont les trois principales composantes sont la gauche alternative, la gauche socialiste et le parti communiste français, n'est pas encore prête.

Au plan social, le bilan actuel de la grève générale des cheminots de novembre/décembre 1995 est une nouvelle accélération de la crise de décomposition des confédérations syndicales françaises, principalement des confédérations CFDT et FO.

Le score de L. Jospin au premier tour des élections présidentielles de 1995 était une divine surprise, elle ouvrait une période de stabilisation relative de la crise de décomposition de la gauche politique française. La gauche syndicale française réclame un Jospin de toute urgence. □

BREVES - BREVES - BREVES - BREVES

Le PS pour la cohabitation... toutes tendances confondues!

Après une offensive « plus à gauche que moi, tu meurs » de la Gauche Socialiste, on nous prépare une potion bien amère. L'organe politique de ce courant titre : « pour une cohabitation de combat » Jean Luc Mélenchon fait un petit clin d'oeil à une filiation « révolutionnaire » qu'il revendique au sein du mouvement socialiste. En effet la position de la Gauche Révolutionnaire de Marceau Fivert, courant de la SFIO intégrant en son sein les meilleurs éléments de la génération de 1936, agissait pour « un front populaire de combat ». Les militants de cette tendance estimaient que pour consolider les acquis sociaux de la grande grève générale de juin 1936, il fallait s'appuyer sur des comités politiques locaux, intégrant les forces vives de la gauche, partis et syndicats, afin de pousser le front populaire à prendre des mesures anticapitalistes. Comment peut-on oser faire un parallèle entre le gouvernement Blum et Chirac ? La Gauche Socialiste va-t-elle contraindre Chirac à prendre des mesures anticapitalistes en cas de victoire du PS aux législatives de 1998 ? Non vraiment, petiteesse de la manoeuvre ! Si une politique antilibérale pouvait sortir des urnes en 1998, son premier obstacle serait la contestation radicale de la légitimité de Chirac ! Ou alors elle fera du Chirac avec plus de doigté. On a déjà donné !

BREVES - BREVES - BREVES - BREVES
